

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

S/CSC/4  
26 octobre 1999

(99-4646)

---

## Comité des engagements spécifiques

### RAPPORT DU COMITÉ DES ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES AU CONSEIL DU COMMERCE DES SERVICES

1. Le Comité des engagements spécifiques a tenu six réunions formelles en 1999. Les comptes rendus de ces réunions figurent dans les documents S/CSC/M/7, 8, 9, 10, 11 et 12. À sa réunion du 23 mars 1999, le Comité a réélu M. Juan A. Marchetti (Argentine) Président. Les débats du Comité ont porté sur quatre points: les procédures pour la mise en œuvre de l'article XXI de l'AGCS (Modification des Listes), les questions de classification, l'établissement d'un système de listes codifiées et actualisées électroniquement et la révision des lignes directrices pour l'établissement des listes.

#### I. PROCÉDURES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE XXI DE L'AGCS

2. À la suite des consultations menées par le Président tout au long de l'année en vue de mettre au point les procédures pour la mise en œuvre de l'article XXI de l'AGCS (Modification des Listes), le Comité a recommandé, à sa réunion du 19 juillet, l'adoption de ces procédures. Le Conseil du commerce des services a ensuite adopté ces procédures à sa réunion du 20 juillet. Le texte des procédures et une déclaration du Président concernant leur adoption figurent dans les documents S/CSC/W/21 et S/CSC/W/23, respectivement. Le Comité a également procédé à des consultations sur le texte d'un projet de décision du Conseil du commerce des services sur la certification des rectifications ou modifications des listes d'engagements spécifiques.

#### II. CLASSIFICATION

3. En ce qui concerne les questions de classification, le Comité a commencé l'examen des points relatifs à la classification soulevés dans le cadre du programme d'échange de renseignements mené par le Conseil du commerce des services, sur la base d'une compilation de ces points établie par le Secrétariat et des documents de travail présentés par les délégations. Il a été convenu que, à chaque réunion du Comité consacrée à la classification, le Secrétariat présenterait un document informel énumérant et mettant à jour les suggestions et solutions proposées par les Membres au sujet des divers secteurs. Le Comité est convenu d'un processus qui se déroulerait à l'initiative des Membres, fondé sur des propositions concrètes des délégations. Dans ce contexte, il a entrepris un examen détaillé des services concernant l'environnement et liés à l'environnement et a commencé des travaux similaires sur les services juridiques, les services relatifs à l'énergie, les services postaux et les services de construction.

4. Deuxièmement, le Comité a engagé un débat sur la question de la définition et du traitement des nouveaux services. Il a été largement admis qu'il s'agissait davantage d'une question de classification que d'une question de champ d'application et qu'il fallait adopter une approche pragmatique, fondée sur des exemples concrets identifiés dans le cadre du programme d'échange de renseignements du Conseil.

### **III. ÉTABLISSEMENT D'UNE COMPILATION ÉLECTRONIQUE NON CONTRAIGNANTE DE LISTES D'ENGAGEMENTS**

5. Le Comité a approuvé l'établissement d'un système de listes d'engagements codifiées et actualisées électroniquement. Il a été convenu que ces listes électroniques n'auraient pas de valeur juridique. Le Comité a approuvé les propositions du Secrétariat concernant le calendrier, la présentation, la distribution, la langue, les prix et la procédure de vérification de ce projet. Il est convenu en particulier que le résultat de ces travaux devrait être publié et vendu au grand public sous forme d'un CD-ROM et que, compte tenu des contraintes budgétaires, l'élaboration d'une version sur CD-ROM était prioritaire par rapport à une version en ligne.

### **IV. RÉVISION DES LIGNES DIRECTRICES POUR L'ÉTABLISSEMENT DES LISTES**

6. S'agissant des lignes directrices pour l'établissement des listes, le Comité a demandé au Secrétariat d'élaborer, pour servir de base à un examen futur des lignes directrices, un document informel et technique sur les problèmes relatifs à l'établissement des listes découlant des lignes directrices elles-mêmes ainsi que de leur mise en œuvre (S/CSC/W/19). Sur cette base, le Comité a examiné les questions soulevées par le Secrétariat ainsi que les différentes possibilités de les régler. Ultérieurement, le Comité a commencé l'examen d'un premier projet révisé de lignes directrices pour l'établissement des listes contenant les points sur lesquels se dessine un accord. Le Comité a demandé également au Secrétariat d'élaborer une liste des problèmes en suspens sur les questions relatives à l'établissement des listes et d'en commencer l'examen.

---